

# LES SYNDICATS

Il semble qu'il ait été suivi par la commission exécutive. En effet, le 24 juin, devant le congrès de l'U.L. d'Alger, dans lequel le secrétaire général de l'U.G.T.A., Ouméziane, s'en est pris vivement aux « bureaucrates » et autres « liquidateurs du patrimoine national », il a également déclaré que « partout des conseils de travailleurs élus doivent prendre le pas sur le conseil d'administration destiné à écarter les travailleurs de la gestion » et que,

pour l'U.G.T.A., le F.L.N. doit être « un parti appliquant le centralisme démocratique mais d'où seraient bannis l'autoritarisme et le caporalisme ».

Ainsi, l'U.G.T.A. semble bien décidée à ne pas s'incliner sans combat devant l'offensive encore sournoise du nouveau pouvoir. La question qui se pose maintenant est de savoir qui l'emportera. Il est encore difficile d'y répondre.

L. BRATES.

## PEROU

### Libérez les prisonniers politiques

(Extraits de l'éditorial de « *Revolucion Oeruana* », organe du Front de la Gauche Révolutionnaire au Pérou, du 18 avril 1966).

L'ECHEC du bélaundisme dans ses aspirations à jouer un rôle progressiste dans le pays ne se reflète pas seulement dans sa capitulation complète devant l'impérialisme et l'oligarchie mais aussi dans la répression la plus brutale, déclenchée contre les paysans, les ouvriers et l'avant-garde révolutionnaire...

La répression policière et militaire a tenté de liquider les syndicats de la campagne, en terrorisant et en massacrant les paysans. La répression militaire contre les guérillas a été menée en bombardant des villages, en massacrant les paysans, en tuant les prisonniers, appliquant ainsi de fait la peine de mort.

Le meurtre des révolutionnaires et des paysans innocents nous montre de façon impérieuse qu'il faut suivre l'exemple de leur trempe héroïque, sans tomber dans leurs erreurs de méthode. Nous devons construire un parti révolutionnaire étroitement lié aux masses : un parti qui organise, qui centralise et mobilise les masses avec un programme marxiste-révolutionnaire, jusqu'à la conquête du pouvoir politique...

Depuis l'époque de la junte militaire, les dirigeants les plus capables et les plus respectés du F.I.R., parmi lesquels Hugo Blanco, Daniel Pereyra, Fortunato Vargas et toute une pléiade de dirigeants et ou-

vriers, moisissent dans les prisons sans aucun jugement.

Tous les secteurs de la gauche ont leurs prisonniers : Tauro de Lama, Bolo Hidalgo, Felix Zevaldos, Hector Bejar, Ricardo Gadea, Antonio Cartolin, entre autres. Il y a des prisonniers universitaires et des prisonniers ouvriers. Il y a 200 paysans prisonniers à Cuzco. Nous n'avons pas les noms des prisonniers de Cajamarca, Puno, Juni, Acucho.

S'il n'y a pas une mobilisation d'ensemble de la gauche, des fédérations universitaires, des syndicats paysans et des intellectuels, nous ne les arracherons pas aux prisons.

Ce mouvement a déjà commencé et rend des fruits. Les grèves de la faim, les protestations des intellectuels, les mobilisations estudiantines, jointes aux actions des associations de périodiques et des avocats, ont eu pour résultat la libération des épouses des guérilleros, de Carnero Checa, de Castro Lavalero et de quelques autres. Mais ces résultats positifs et significatifs restent très limités.

Rassemblons-nous une fois pour toutes en un grand mouvement national pour l'amnistie, un mouvement dynamique qui, sans négliger de traiter avec les organismes, se base sur l'unique force capable de décider et de changer la situation : la mobilisation de toutes les organisations populaires. La ACUNI, avec les étudiants en agriculture et les familles des prisonniers, est le fer de lance de ce mouvement...

# COUPS D'ETAT

ouvrière de ces pays, aussi faible et embryonnaire soit-elle.

Les dirigeants africains qui, comme hier N'Krumah, et aujourd'hui encore Sékou Touré et Modibo Keita, sont attachés au capitalisme et n'acceptent pas l'alternative de la révolution socialiste au point de la combattre, ne peuvent en aucun cas proposer une solution aux problèmes politiques et économiques complexes qui se présentent à l'Afrique. A l'image de Ben Bella qui, en dépit de son « socialisme militant » a pu être facilement renversé par la junte militaire réactionnaire de Boumédiène, en l'absence de parti prolétarien fort, capable de mener les masses algériennes au socialisme, Sékou Touré et Modibo Keita risquent de connaître le même sort que N'Krumah, à moins que les masses ne soient mobilisées pour agir en vue du renversement de l'impérialisme et de ses serviteurs inconditionnels sur le continent africain. Mais qui va l'entreprendre ?

Du côté de la bourgeoisie, l'absence de partis bourgeois ayant une certaine tradition, et le fait que les classes dirigeantes de ces pays sont alliées de l'impérialisme, font que l'utilisation ou l'intervention de l'armée devient inévitable pour régler les divergences internes de la bourgeoisie. L'armée est la force sociale la plus forte et la mieux organisée. Des divergences restant longtemps sans solution et s'approfondissant risqueraient d'affaiblir le poids du néo-colonialisme et de faire le jeu des éléments révolutionnaires.

Il est nécessaire pour l'Afrique, la discussion comme les réponses finales de l'orateur l'ont dit très fortement, qu'il soit procédé à la mobilisation du prolétariat grandissant comme force politique indépendante dans le but de transformer ces pays capitalistes arriérés et néo-colonisés en sociétés socialistes : « la transformation des

fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent » (3).

Il s'agit aussi d'éviter toute surestimation de la révolution coloniale comme certains ont pu le faire, désespérant, semble-t-il, des perspectives de la révolution dans les pays capitalistes avancés.

L'Afrique de la période actuelle voit la lutte des classes s'affermir, se renforcer, et le capitalisme n'y est pas encore fortement implanté et encore moins indélogeable. Une course de vitesse entre la bourgeoisie féodo-bourgeoise (et la bureaucratie d'Etat) et les révolutionnaires s'est engagée. Il faut aider sans limites les partis qui se forment et qui en appellent à notre aide.

« Pour les partis révolutionnaires des pays arriérés de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, la compréhension claire du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat, et par conséquent avec la révolution socialiste internationale, est une question de vie ou de mort. » (4)

J. TOUBERT.

(1) Emile R. Braundi a précisé que le terme anté-capitaliste, s'il désignait un type d'économie pré-capitaliste, avait pour but de signifier que cette économie pré-capitaliste n'était pas le préalable nécessaire et mécanique à l'économie de type capitaliste, pour les socialistes africains qui avaient les premiers employés.

(2) Voir la revue Quatrième Internationale, n° 27, consacrée au VIII<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième Internationale, pages 37 et suivantes.

(3) et (4) La préface de Léon Trotsky au manifeste du Parti Communiste, écrite à Coyoacan en 1937.

## APRÈS LA GRÈVE DES MARINS BRITANNIQUES

### La démission de Frank Cousins

La direction du syndicat national des marins britanniques a décidé d'arrêter la grève qui durait depuis environ cinquante jours. Cette décision a soulevé de très violentes protestations parmi les grévistes qui, au lieu d'obtenir la semaine de 40 heures immédiatement, n'ont eu que 48 heures dans l'immédiat et la promesse de 40 heures pour l'année prochaine, ainsi que 9 jours de congés supplémentaires aux 39 jours qui se trouvaient dans le rapport de la commission Pearson.

Sans aucun doute, la combativité des marins britanniques était exemplaire et plus aurait pu être obtenu. La direction du syndicat a subi à plusieurs reprises la pression de cette combativité. Mais elle s'est trouvée également soumise à d'autres pressions et à des lâchages. La direction centrale des Trade-Unions ainsi que la Fédération internationale des transports se sont refusés à accorder les appuis pour étendre le mouvement à d'autres professions, tels les dockers, et aux navires qui se trouvaient hors des ports britanniques. Le Premier ministre, Wilson, a tenté toutes sortes de moyens pour corrompre et diviser les dirigeants des grévistes et a exercé les pressions les plus ignobles en dénonçant de prétendues manigances des communistes dans cette grève. A ce propos, il faut dire que les dirigeants du P.C. britannique n'ont rien fait, là où ils le pouvaient, pour déborder les appareils des syndicats en vue d'étendre la grève aux docks notamment.

Bien que les marins n'aient pas obtenu satisfaction, la conclusion de la grève ne constitue pas une victoire pour le gou-

vernement Wilson et pour sa politique des revenus — qui vise à geler les salaires.

Cela vient de se traduire d'une façon assez spectaculaire par la sortie du gouvernement de Frank Cousins. Celui-ci, dirigeant de la plus forte Fédération du mouvement syndical britannique, connu pour ses tendances de gauche, avait été inclus par Wilson dans le gouvernement afin de domestiquer la gauche du Labour Party. L'opération a réussi pendant plus de dix-huit mois, mais au lendemain de la grève des marins, au moment où le gouvernement dépose un projet de loi destiné à geler les salaires, avec menace de pénalités (amendes et prison) pour fait de grèves non autorisées, F. Cousins, à la demande de sa Fédération, quitte le gouvernement.

Ainsi, la grève des marins a été un combat d'avant-garde annonçant d'autres luttes — qui ne pourront pas ne pas être plus amples encore — des travailleurs britanniques, refusant de faire les frais de la modernisation du capitalisme britannique. Mais il s'agit et il s'agira de bien plus que de luttes de salaires. Le mouvement ouvrier britannique est en train de faire une expérience nouvelle d'une direction du Labour Party au pouvoir. Dès le début, de nombreux militants de ce mouvement avaient des doutes, et souvent plus que des doutes, sur cette direction. Mais la gauche fut désintégréée et désorientée au cours de la période pendant laquelle Wilson ne disposait que de quatre voix de majorité au Communisme. Des possibilités de réorganisation, de réorientation pour un courant de gauche, plus conséquent, plus ferme, s'offrent à présent.

# EXPLOSION DE COLÈRE A AMSTERDAM

Les travailleurs d'Amsterdam ont mené une lutte dure et courageuse contre tout l'appareil de répression mis en place par la bourgeoisie, durant la semaine du 13 au 18 juin. Par leur lutte décidée, ils ont renoué avec l'héroïque combat mené en 1934, lors de l'insurrection du « Jordaan » rouge, pendant laquelle sept prolétaires moururent, tués par l'appareil de répression.

Les événements qu'Amsterdam vient de connaître ont été causés par deux choses : l'attitude de la bureaucratie syndicale et les provocations policières. Les ouvriers du bâtiment d'Amsterdam sont d'abord entrés spontanément en grève, contre l'avis des grands syndicats. Il faut savoir que les travailleurs du bâtiment ont une grande tradition de lutte : il y a quelques années, c'étaient les travailleurs les mieux rémunérés.

Pourtant, leur taux de syndicalisation n'est pas spécialement élevé : seulement 30 % des travailleurs sont membres des grands syndicats. Le reste se partage entre les petits syndicats ou la non-affiliation. Dans le but d'inciter les travailleurs à devenir membres des grands syndicats, les bureaucrates syndicaux ont mis au point un système très raffiné : les syndicats font en quelque sorte partie des institutions ; ce sont eux qui servent d'intermédiaires pour verser aux travailleurs leurs allocations de vacances annuelles ; ils ont donc décidé, avec l'accord du patronat, de retenir une partie de ces allocations (2 %) pour compenser leurs frais d'administration... mais ces 2 % ne seraient retenus que sur l'allocation des ouvriers non syndiqués ou affiliés aux petits syndicats, non reconnus dans les conventions collectives. D'où l'explosion de colère de la majorité des travailleurs.

La colère contre la bureaucratie syndicale peut s'exprimer de plusieurs façons, qui ne sont pas toutes positives. La première est la désertion de l'activité syndicale et le repli sur soi. Mais ici, le mécontentement s'est exprimé de façon collective, ce qui est très positif.

La comparaison de cette grève avec celle de 1934 montre la différence des époques : lors de l'insurrection de 1934, c'était contre les mesures de réduction du soutien aux chômeurs que le prolétariat s'était soulevé ; aujourd'hui, c'est contre la diminution de l'allocation pour les congés. Pourtant, en cette époque de soldisant capitalisme de l'abondance, la classe ouvrière a gardé toute sa combativité, malgré les trahisons des dirigeants réformistes, stalinien ou syndicalistes. Dans la lutte, la classe ouvrière a élevé sa conscience sur la nature et l'ampleur des forces qu'il combat : l'appareil de l'Etat

bourgeois avec ses hommes en armes, police et maréchaussée, et ses défenseurs dans la presse, comme en témoigne l'attaque par les grévistes de l'immeuble du journal réactionnaire « De Telegraf », qui avait calomnié le mouvement.

Un autre aspect a été la solidarité générale de la population vis-à-vis des travailleurs, après l'intervention de la police. Depuis longtemps, la police du maire social-démocrate Van Hall se manifeste par ses brutalités. Cette fois-ci, dès que l'ouvrier Jan Weggelaar est tombé, la population a réagi. Ce sont surtout les jeunes, et en particulier la jeunesse petite-bourgeoise révoltée, appelée « provo », qui se sont jetés dans la lutte : ils avaient eux-mêmes été traités avec violence, lorsqu'ils avaient manifesté pour la République, lors du mariage de la princesse héritière le 10 mars.

Il convient encore de relever la déclaration des élus stalinien, qui se sont empressés de tirer leur épingle du jeu en accusant des provocateurs d'avoir été la cause de tout. Ils auront du mal à justifier devant la base de leur parti leur politique de bon voisinage avec la droite social-démocrate.

L. NATTIER.

LE PROCHAIN NUMERO DE NOTRE JOURNAL PARAITRA LE 15 SEPTEMBRE

ABONNEMENT — 1 an : 10 F  
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

C.C.P. Pierre Frank  
12648-46 Paris

Tous les jours ouvrables de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée

dans nos locaux  
21, rue d'Aboukir  
PARIS-2<sup>e</sup>  
GUTenberg 06-57

Le directeur de publication  
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton  
Paris-12<sup>e</sup>